

## Une déclaration de Mgr Simon contraire à l'enseignement de l'Eglise

Author : Maximilien Bernard

Categories : [Conférence épiscopale](#), [En Une](#), [Identité catholique](#), [Perepiscopus](#), [Relativisme](#)

Date : 15 juillet 2013



Mgr **Hippolyte Simon**, archevêque de Clermont, [vient de déclarer](#) :

« on ne peut pas rester tout le temps en train de contester une loi. En ce qui concerne le mariage, la nouvelle législation en France ne change rien pour les catholiques. La loi de séparation de 1905 entre l'Église et l'État garantit que chaque Église, chaque communauté religieuse s'organise selon ses propres lois ».

Responsable de l'Observatoire sociopolitique du diocèse de Bayonne, Lescar et Oloron, **Olivier Drapé** souligne :

« Mgr Simon n'a certainement pas voulu dire que les catholiques et les citoyens français devaient accepter avec résignation des lois intrinsèquement mauvaises, qui sont de véritables « structures de péché »... Cela serait tout à fait contraire à l'enseignement social de l'Église. Le Catéchisme de l'Église catholique insiste en effet sur la nécessité « *d'apporter aux institutions et aux conditions de vie, quand elles provoquent le péché, les assainissements convenables pour qu'elles se conforment aux normes de la justice et favorisent le bien au lieu d'y faire obstacle* » (n° 1 888). Nul ne songe d'ailleurs à reprocher à **Nelson Mandela** d'avoir contesté, cinquante années durant, c'est-à-dire jusqu'à leur abrogation, les lois racistes sur l'apartheid en Afrique du sud... ».

« la loi Taubira modifie en profondeur le code civil et les règles de la filiation, non seulement pour les catholiques mais pour l'ensemble des citoyens français »,

« la séparation de l'Église et de l'État à laquelle se réfère Mgr Hippolyte Simon ne saurait être interprétée dans le sens d'une séparation de la loi morale et des lois civiles »

« les catholiques ne sont pas seulement concernés par la défense des intérêts propres à leur communauté religieuse mais ont bien évidemment un rôle irremplaçable à jouer en vue du bien commun de la société dans laquelle nous vivons. »

Source : [Nouvelles de France](#)